

[Texte]

We have just come to a decision on where the most danger is, and we have made a risk analysis, and in a systematic way, sir, the compliance auditors are going into departments and looking at the personnel records. Are you collecting this information? Under what authority do you need to have this information? Who is seeing it? Is it held secure? In such a way we apply the tests, the principles in the Privacy Act.

On that side of my office, there is a director and twelve individuals performing this audit function. I have one lawyer full time. I have an information director, Mrs. Jackson, who is here, and she has one person working with her. I have a policy analyst, Mrs. Thomas, who is here. I think that is everybody.

**Mr. Fee:** Very good. Thank you. In this compliance directorate, you say you are doing an audit cycle based on risk. We talked about the AIDS question this morning. What other areas have you looked at in the last year?

**Mr. Grace:** The audit simply applies the principles set down by the Privacy Act. I am not quite sure I understand that question.

**Mr. Fee:** You define a risk cycle. Where are you looking right now? Where is your highest risk?

**Mr. Grace:** Last year, for example, we audited the Canada Post Corporation and the Department of Employment and Immigration. Let me give Employment and Immigration some credit. That is a vast department, as you know, and we encourage departments to do their own internal audit for privacy. They do internal audits for management control and for financial control. Because we are so small, our aim is to audit the internal auditors. We are getting some co-operation, in particular with Employment and Immigration. I could have lost my 12 people for three years in Employment and Immigration. But they did an audit. We tested their procedures, we can rely on their audit, so we are able to get in and out of Employment and Immigration in a year.

We have also looked at the Office of the Solicitor General, the Law Reform Commission—smaller audits. The Department of Finance was a major audit. The Pension Appeals Board, the Science Council of Canada. . . some of these smaller entities do not really represent high risk, but for various reasons we went there. So that is the kind of work we have been doing.

[Traduction]

Nous venons tout juste de décider où se présentent les plus grands risques, suite à une analyse des risques et maintenant, monsieur, les vérificateurs de conformité vont entreprendre une procédure systématique de recherche dans les ministères et dans les dossiers du personnel. On va demander quels renseignements sont enregistrés, en vertu de quelle autorité ils sont recueillis, à qui ils sont communiqués et de quelle façon ils sont protégés. C'est ainsi que nous appliquons les critères et les principes prévus dans la Loi sur la protection des renseignements personnels.

Dans cette division, il y a un directeur et douze enquêteurs de conformité. J'ai également un avocat à plein temps. Il y a une directrice de l'information, M<sup>me</sup> Jackson, ici présente, qui a un employé qui travaille pour elle. Il y a une analyste de politique, M<sup>me</sup> Thomas, ici présente aussi. Je pense que c'est tout.

**M. Fee:** Très bien. Merci. Dans cette division de l'observation, vous dites que vous avez mis au point un cycle de vérification fondé sur les risques. Ce matin, nous avons parlé du sida. Quelle autre question avez-vous examinée au cours de la dernière année?

**M. Grace:** La vérification ne fait que suivre les principes définis dans la loi. Je ne sais pas au juste où vous voulez en venir.

**M. Fee:** Vous dites avoir défini un cycle de risques. Qu'examinez-vous à l'heure actuelle? Où est le plus grand risque selon vous?

**M. Grace:** L'an dernier par exemple, nous avons fait des vérifications à la Société des postes et au Ministère de l'Emploi et de l'Immigration. A ce sujet, je me dois de féliciter le ministère de l'Emploi et de l'Immigration qui est un grand ministère comme vous le savez. Nous encourageons les ministères à faire leur propre vérification interne de conformité. Après tout, les ministères entreprennent la vérification interne à des fins de gestion et de contrôle financier. Vu nos ressources extrêmement limitées, nous essayons de vérifier le travail des vérificateurs internes. Nous obtenons une certaine collaboration, tout particulièrement du ministère de l'Emploi et de l'Immigration. J'aurais pu consacrer mes deux années-personnes pendant trois ans à la vérification au ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Mais le ministère a fait sa propre vérification. Nous avons vérifié ses procédures, nous avons constaté que nous pouvions nous fier à sa vérification et donc nous avons pu faire notre travail à ce ministère en un an.

Nous avons également effectué de petites vérifications au Bureau du Solliciteur général, à la Commission de réforme du droit. Au ministère des Finances, nous avons entrepris une vérification approfondie. La Commission d'appel des pensions Canada, le Conseil des sciences Canada. . . certains de ces plus petits organismes ne comportent pas vraiment de risque élevé, mais pour